



Institut de **R**echerches  
**E**conomiques et **F**iscales

---

« Miracle Nordique » :  
merci la liberté économique !

Septembre 2022

Aymeric Belaud  
[aymeric.belaud@irefeurope.org](mailto:aymeric.belaud@irefeurope.org)

**« Il faudrait que la France copie le modèle social-démocrate scandinave. » Voilà une assertion que l'on entend dans le discours de gauche en France, qu'il sorte de la bouche d'un responsable politique, d'un journaliste et/ou d'un militant. Selon certains, ces pays seraient même socialistes ! C'est en réalité tout l'inverse.**

Avant de commencer l'analyse économique et politique, un peu de géographie. Selon *Encyclopaedia Universalis*, les pays scandinaves se rassemblent au nord de l'Europe ; ils sont formés en grande partie par l'énorme péninsule scandinave, qui comprend la Suède et la Norvège et que prolonge au sud le Danemark. Des îles plus ou moins lointaines leur sont rattachées comme l'Islande qui constitue le quatrième État scandinave. La Finlande ne fait pas partie de la Scandinavie, contrairement à beaucoup de commentaires l'assimilant à cette région. D'où le titre de cet article « Miracle Nordique » et non pas « Scandinave » comme nous pouvons le lire partout, car notre étude porte sur quatre pays : la Norvège, le Danemark, la Suède et la Finlande. Nous allons ainsi, avec différents indicateurs, les comparer avec la France (qui ne serait pas assez socialiste pour certains), l'Allemagne, le Royaume-Uni, mais aussi des pays classés comme libéraux (et qui se revendiquent comme tel), à savoir la Suisse et l'Irlande.

## SOMMAIRE

Au Nord de l'Europe, vive la liberté économique !.....	4
Des impôts élevés, mais moins qu'en France.....	7
De la bonne gestion de l'Etat-social .....	9
Un Etat-providence Nordique sur le déclin ? Irlande et Suisse, le vrai modèle à suivre.....	12

## AU NORD DE L'EUROPE, VIVE LA LIBERTE ECONOMIQUE !

Dénonçons tout de suite cette idée que les pays nordiques seraient socialistes par un indicateur infaillible : l'indice de liberté économique réalisé chaque année par l'*Heritage Foundation*. Voici ci-dessous les notes 2022 et les places respectives de chaque pays au niveau mondial.

**Indice de liberté économique 2022**

Pays	Indice de liberté économique	Place dans le classement mondial
Suisse	84.2	2 <sup>e</sup>
Irlande	82.0	3 <sup>e</sup>
Finlande	78.3	9 <sup>e</sup>
Danemark	78.0	10 <sup>e</sup>
Suède	77.9	11 <sup>e</sup>
Norvège	76.9	14 <sup>e</sup>
Allemagne	76.1	16 <sup>e</sup>
Royaume-Uni	72.7	24 <sup>e</sup>
France	65.9	52 <sup>e</sup>

Source : <https://www.heritage.org/index/ranking>

Ce tableau démontre clairement que la Finlande, le Danemark, la Suède et la Norvège, respectivement 9, 10, 11 et 14<sup>e</sup>, sont non-seulement des pays plus libres que la France (52<sup>e</sup> !), mais qu'ils font partie des pays les plus libres d'Europe et du monde, derrière la Suisse championne d'Europe de la liberté économique et l'Irlande. Le socialisme supposé de ces pays n'est qu'un fantasme.

Dans les pays nordiques, le marché du travail est très libre. Le salaire minimum n'est d'ailleurs pas la règle : en Norvège, il n'y a pas de [salaire minimum prévu dans la loi](#) ! Certains secteurs ont en revanche conclu avec les partenaires sociaux des montants horaires minimums. Même chose en [Suède](#) et en [Finlande](#) où les salaires sont définis par la négociation collective entre les syndicats et les employeurs. Au [Danemark](#), il est facile de mettre à pied un salarié. Si l'État protège les travailleurs contre les aléas économiques, il ne protège pas les postes comme en France. Chaque année, environ un Danois sur quatre travaillant dans le secteur privé change d'emploi. Pas sûr que cela enchante nos belles âmes socialistes. Cela se vérifie par les indices qui calculent la liberté des affaires et la liberté du travail, issus l'indice de liberté économique de l'*Heritage Foundation*.

## Indices de la liberté des affaires et de la liberté du travail 2022

Pays	Liberté des affaires
Norvège	91.4
Danemark	89.0
Finlande	88.7
Irlande	87.2
Allemagne	87.2
Suède	84.6
Suisse	84.3
France	81.9
Royaume-Uni	79.1

Pays	Liberté du travail
Norvège	68.8
Suède	65.4
Finlande	65.1
Danemark	64.4
Royaume-Uni	62.1
Irlande	60.9
Suisse	60.0
France	58.8
Allemagne	52.3

Source : <https://www.heritage.org/index/heatmap>

On remarque ainsi que les quatre pays nordiques sont plus libres dans ces deux domaines que la France, mais aussi que des pays comme la Suisse ou le Royaume-Uni ! Les pays nordiques sont donc à classer parmi les nations avec le marché du travail le plus libre en Europe. C'est la « flexisécurité ».

Cette liberté économique permet à ces pays d'être ceux où la qualité de vie est la meilleure. En effet, comme le prouve le tableau suivant, l'indice de développement humain (IDH) est le plus développé dans les nations où la liberté économique est la plus présente. Dans notre comparaison, la France est encore bonne dernière.

### Indice de développement humain (IDH) en 2018

Pays	IDH	Place dans le classement mondial
Norvège	0.954	1 <sup>er</sup>
Suisse	0.946	2 <sup>e</sup>
Irlande	0.942	3 <sup>e</sup>
Allemagne	0.939	4 <sup>e</sup>
Suède	0.937	8 <sup>e</sup>
Danemark	0.930	11 <sup>e</sup>
Finlande	0.925	12 <sup>e</sup>
Royaume-Uni	0.920	15 <sup>e</sup>
France	0.891	27 <sup>e</sup>

Source : <https://atlasocio.com/classements/economie/developpement/classement-etats-par-indice-de-developpement-humain-monde.php>

De la liberté économique découle non-seulement la qualité de vie mais aussi la richesse d'un pays. Cette dernière se calcule notamment grâce au PIB (produit intérieur brut) par habitant. Là encore la démonstration est frappante.

#### PIB par habitant en US dollars courants en 2021

Irlande	99 152,1
Suisse	93 457,4
Norvège	89 202,8
Danemark	67 803,0
Suède	60 239,0
Finlande	53 982,6
Allemagne	50 801,8
Royaume-Uni	47 334,4
France	43 518,5

Source : <https://donnees.banquemondiale.org>

La France, pays à l'économie la moins libre, est encore une fois dernière du classement. Cela n'est pas surprenant tant il est vrai que, de façon générale, le classement effectué selon le PIB/habitant suit à peu près celui obtenu à partir de l'indice de liberté économique. Plus un pays est libre, plus il est riche. Le PIB/habitant de la Norvège est ainsi plus de deux fois supérieur à celui de l'Hexagone ! Ce sont l'Irlande et la Suisse qui se classent comme pays les plus riches parmi ceux que nous avons retenus.

Le système des nations nordiques est basé sur une économie libre qui permet d'entretenir un fort Etat-providence, à l'inverse de l'Irlande et de la Suisse où l'Etat-social est peu présent. Ce dernier a bien sûr un coût pour les habitants du Nord de l'Europe, mais moindre que celui que supportent les Français.

## DES IMPOTS ELEVES, MAIS MOINS QU'EN FRANCE

Un fort Etat-providence au service de ses citoyens. Voilà ce qui peut caractériser la Norvège, le Danemark ou la Suède. Néanmoins, les services de l'Etat, bien que très présents, sont adeptes de l'innovation et de la concurrence. « Le système de santé suédois est par exemple fortement décentralisé et fait une large place à des fournisseurs privés tout en maintenant son caractère universel » [explique](#) Michel Kelly-Gagnon de l'Institut économique de Montréal. Si nous restons dans la santé, au sein des hôpitaux, le [taux de personnel administratif ou n'ayant aucune tâche médicale](#) est beaucoup moins élevé en Norvège et au Danemark (22,3 % et 20,9 %) qu'en France (33,7 %). En Suède et au Danemark, il n'y a pas de [statut](#) de la [fonction publique](#). L'enseignement suédois notamment est libre grâce au [chèque éducation](#).

Malgré cela, l'Etat est très présent dans ces pays. Le [nombre de fonctionnaires](#)<sup>1</sup> pour 1 000 habitants en 2015 était de 159 en Norvège, 142 au Danemark, 138 en Suède et 114 en Finlande contre 89 en France. Tout cela a un coût élevé, mais ce coût demeure néanmoins plus faible que celui assumé par le contribuable français qui peut légitimement s'interroger sur ce qui est fait de tout cet argent...

### Recettes fiscales<sup>2</sup>, en % du PIB en 2020

Danemark	46.5 %
France	45.4 %
Suède	42.6 %
Finlande	41.9 %
Norvège	38.6 %
Allemagne	38.3 %
Royaume-Uni	32.8 %
Suisse	27.6 %
Irlande	20.2 %

Source : <https://data.oecd.org/fr/tax/recettes-fiscales.htm>

Si l'on regarde le poids de la fiscalité, on voit qu'il demeure élevé dans tous les pays nordiques bien qu'inférieur à celui de la France -- sauf pour le Danemark en 2020 (les deux pays s'échangeant régulièrement le titre de champion d'Europe de taux de prélèvements obligatoires). Cette fiscalité élevée pose problème. Michel Kelly-Gagnon [analysait en 2020](#) le cas de la Norvège. Il dénonce notamment les effets pervers de la fiscalité norvégienne qui décourage les individus à travailler plus « du fait d'une moindre incitation à s'élever dans la société par l'effort individuel ». La taxe sur la richesse en vigueur dans le pays renforcerait même les inégalités selon le chercheur canadien, et c'est la classe moyenne qui « paie au final de plus en plus d'impôt sur ses revenus. » En Norvège, comme ailleurs, trop d'impôt tue l'impôt. Certains gouvernements en ont conscience puisque la politique

<sup>1</sup> Un fonctionnaire est une personne qui occupe un emploi permanent dans une administration publique. Il n'est pas nécessairement sous statut mais peut être de contrat privé, comme en Suède.

<sup>2</sup> Définition OCDE : Les recettes fiscales désignent les recettes provenant des impôts sur le revenu et les bénéfiques, des cotisations de sécurité sociale, des taxes prélevées sur les biens et les services, des prélèvements sur les salaires, des impôts sur le patrimoine et des droits de mutation, ainsi que d'autres impôts et taxes. Les recettes fiscales totales en pourcentage du PIB indiquent la part de la production d'un pays qui est prélevée par l'État sous forme d'impôts. Elles peuvent donc être considérées comme un indicateur du contrôle exercé par l'État sur les ressources produites par l'économie. La pression fiscale correspond au montant total des recettes fiscales recouvrées, exprimé en pourcentage du PIB

économique depuis quelques années balancerait plus vers une diminution de la charge fiscale. Le [taux d'impôts sur le revenu en Norvège](#), selon *countryeconomy.com*, pour une personne seule au salaire moyen du pays est passé de 30,7 % en 2000 à 27,6 % en 2021. Le taux maximal a lui diminué, de 55,3 % à 46,4 % pour les mêmes années. Même chose pour la [Suède](#), et de façon plus significative : l'impôt sur le revenu pour une personne au salaire moyen a diminué sur la période 2000-2021, passant de 33,7 % à 24,5 %. Le taux maximal a lui chuté de manière plus spectaculaire encore : de 60,2 % en 2019, il est passé à 32,3 % en 2021 ! Si l'on regarde l'indicateur de la charge fiscale compris dans le calcul permettant d'établir l'indice de liberté économique d'un pays par *l'Heritage Foundation*, on remarque que celui-ci s'améliore dans les quatre pays sur les dix dernières années (un indicateur élevé signale une charge fiscale faible).

#### Evolution de l'indicateur de la charge fiscale de l'Heritage Foundation entre 2012 et 2022

Pays	2012	2022
Finlande	65.4	68.4
Norvège	52.5	56.4
Suède	39.1	44.9
Danemark	39.8	42.3

Source : <https://www.heritage.org/index/heatmap>

Il est intéressant de noter que cet indicateur, pour la France, est passé de 53,8 à 52,1 sur la même période, soit une note 2022 moins bonne que celles de la Finlande et la Norvège et surtout une tendance à l'alourdissement de la charge fiscale). En Suisse et en Irlande, en 2022, l'indicateur était respectivement de 70,1 et 76,5.

Le questionnement du modèle social pourrait suivre celui du modèle fiscal trop confiscatoire dans les quatre pays nordiques. Toutefois, cette étape est probablement retardée du fait de la bonne gestion étatique.



## DE LA BONNE GESTION DE L'ETAT-SOCIAL

Si l'Etat est très présent au nord de l'Europe, il est moins dépensier qu'en France. C'est ce qu'indique le taux des dépenses des administrations publiques rapportées au PIB. La France devance les quatre pays nordiques.

### Dépense des administrations publiques<sup>3</sup> en % du PIB en 2020

France	61.4 %
Norvège	58.2 %
Finlande	57.0 %
Danemark	53.6 %
Suède	52.1 %
Royaume-Uni	51.5 %
Allemagne	50.8 %
Suisse	37.8 %
Irlande	27.4 %

Source : <https://data.oecd.org/fr/gga/depenses-des-administrations-publiques.htm>

Il faut noter que les deux pays où les habitants sont les plus riches (PIB/habitant), à savoir la Suisse et l'Irlande, sont les deux pays où l'Etat dépense le moins.

Les Etats nordiques dépensent beaucoup, mais ils sont mieux gérés. Si la dette des administrations publiques atteint des sommets en France et au Royaume-Uni (145 et 143 %), elle paraît plutôt contenue au Danemark ou en Norvège (58 et 54 %).

### Dette des administrations publiques en % du PIB en 2020

France	145 %
Royaume-Uni	143 %
Finlande	81 %
Allemagne	79 %
Irlande	72 %
Suède	62 %
Danemark	58 %
Norvège	54 %
Suisse	43 %

Source : <https://data.oecd.org/fr/gga/dette-des-administrations-publiques.htm#indicator-chart>

L'approche faite dans ces pays par rapport aux questions sociales n'est pas la même qu'en France. Dans l'[un](#) de ses articles repris par Contrepoints, Michel Kelly-Gagnon explique la différence : « *il est vrai que les niveaux de taxation sont très élevés et que les programmes sociaux sont généralement universels. Cette approche, différente de celle « en fonction des moyens » ne signifie pas nécessairement que l'État dépense plus. Elle produit par contre moins d'effets pervers. On évite ainsi les pièges à chômage ou à pauvreté, qui surviennent lorsqu'il y a peu ou pas d'avantages à travailler plus, ou même simplement à travailler. Également, bien que les pays scandinaves soient plus égalitaires, ils tendent à moins redistribuer par la fiscalité. [...] On a compris là-bas que des politiques*

<sup>3</sup> Définition OCDE : Les dépenses des administrations publiques offrent une indication de la taille de ces administrations dans chaque pays. Les données sont basées sur le Système de Comptabilité Nationale de 2008 (SCN 2008) pour tous les pays de l'OCDE.

*de redistribution ne feraient que ralentir la croissance économique et appauvrir tout le monde. Les résultats intéressants obtenus par les pays scandinaves ne sont donc pas le fruit d'un État très interventionniste, mais plutôt ceux d'une économie très productive.* » Cela se ressent dans les dépenses sociales affichées dans le tableau ci-dessous.

#### Dépenses sociales<sup>4</sup> en % du PIB en 2019

France	31.0 %
Finlande	29.1 %
Danemark	28.3 %
Allemagne	25.9 %
Suède	25.5 %
Norvège	25.3 %
Royaume-Uni	20.6 %
Suisse	16.7 % <sup>5</sup>
Irlande	13.4 %

Source : <https://data.oecd.org/fr/socialexp/depenses-sociales.htm>

On observe que c'est la France qui remporte la palme de la dépense sociale la plus importante avec 31.0 % devant la Finlande (29.1 %). La Norvège dépense même moins (25.3 %) que l'Allemagne (25.9 %) ! Là encore, la Suisse et l'Irlande sont les pays les moins dépensiers en matière sociale.

Prenons un autre indicateur, celui des prestations sociales pour les ménages. Le résultat est sensiblement le même avec une France toujours en tête (20.4 %) devant la Finlande (18.6 %). Petite surprise, la Suède donne, en % de son PIB, moins d'aides sociales pour les ménages (12.0 %) que la Suisse (12.4 %) ou que le Royaume-Uni (13.3 %).

---

<sup>4</sup> Définition OCDE : Les dépenses sociales couvrent les prestations en espèces, les biens et services fournis directement et les allègements fiscaux à visées sociales. Les prestations peuvent être ciblées sur les ménages à faible revenu, les personnes âgées, les handicapés, les personnes malades, les chômeurs ou les jeunes. Un programme social se caractérise par une redistribution des ressources entre les ménages ou une participation obligatoire. Les prestations sociales sont qualifiées de publiques lorsque les administrations publiques (administrations centrale et locales, administrations d'États fédérés et de sécurité sociale) contrôlent les flux financiers correspondants.

<sup>5</sup> Données 2018

### Prestations sociales<sup>6</sup> en faveur des ménages en % du PIB en 2021

France	20.4 %
Finlande	18.6 %
Allemagne	16.9 %
Danemark	15.5 %
Norvège	14.4 %
Royaume-Uni	13.3 %
Suisse	12.4 % <sup>7</sup>
Suède	12.0 %
Irlande	7.0 %

Source : <https://data.oecd.org/fr/socialexp/prestations-sociales-en-faveur-des-menages.htm#indicator-chart>

Avec moins d'aides et d'assistantat, les pays nordiques obtiennent de meilleurs résultats que la France. Si l'on veut copier le modèle de ces pays comme une partie de la gauche le demande, il faudra alors couper dans les prestations et les dépenses sociales et repousser [l'âge légal de départ à la retraite](#). En effet, en Finlande, il est de 65 ans pour les personnes nées à partir de 1962. Pour tous les danois, il est de 66 ans et 6 mois.

---

<sup>6</sup> Définition OCDE : Dans les comptes nationaux des pays de l'OCDE, les prestations sociales servies aux ménages peuvent être ventilées en deux catégories distinctes : les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, et les transferts sociaux en nature. Les transferts relevant de la première catégorie se présentent généralement sous la forme d'espèces, que les ménages peuvent donc utiliser de façon indifférenciée par rapport aux revenus provenant d'autres sources, tandis que les transferts qui se rattachent à la seconde catégorie sont toujours liés à la fourniture d'un certain bien ou à la prestation d'un certain service (en général des services d'éducation ou de santé), les ménages n'ayant dans ce cas aucune latitude quant à l'utilisation de ces transferts. Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature peuvent elles-mêmes être subdivisées en deux grands ensembles : les prestations d'assurance sociale et les prestations d'assistance sociale en espèces. Ce dernier ensemble correspond aux transferts en espèces effectués au profit des ménages par des administrations publiques ou par des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) en réponse à des événements imprévus, tels que la maladie, le chômage, l'aide au logement, l'éducation ou des problèmes familiaux. Ces indicateurs (les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, et les transferts sociaux en nature) sont mesurés en pourcentage du produit intérieur brut (PIB). Les données sont basées sur le Système de Comptabilité Nationale de 2008 (SCN 2008) pour tous les pays de l'OCDE.

<sup>7</sup> Données 2020

## UN ETAT-PROVIDENCE NORDIQUE SUR LE DECLIN ? IRLANDE ET SUISSE, LE VRAI MODELE A SUIVRE

Cette petite étude démonte ainsi l'argumentaire de la gauche en France : non, la Norvège, le Danemark, la Suède et la Finlande ne sont pas des pays socialistes. Au contraire, dans beaucoup de domaines, ils sont à classer comme libéraux, en particulier sur la liberté des affaires et la souplesse de leur marché du travail. Ceux qui critiquent la France comme un enfer ultra-libéral et prônent le modèle Nordique devraient regarder les chiffres et les faits.

Néanmoins, le principal problème de ces pays est le poids de leur Etat-providence. Cet Etat-nounou, moralement condamnable, prenant en charge la vie entière des individus, nécessite une forte taxation. Economies libres, mais enfers fiscaux. La France, elle, cumule les deux.

Le « modèle » de l'Etat-social Nordique s'effrite quelque peu depuis ces dernières années. En Suède, l'immigration massive africano-musulmane est sources de problèmes sérieux au sein de la société suédoise. La Suède est l'un des pays européens où la part des immigrants dans la population est la plus importante, et où le changement de la population s'est fait le plus vite. Entre 1985 et 2015, la [part de la population non-occidentale](#) est passée de 2 à 15 % ! L'Etat-providence suédois a attiré beaucoup de candidats. Résultat ? Délinquance, criminalité, et séparatisme. Cette immigration (avec les conséquences qu'elle entraîne) est la cause principale du [très bon score de l'extrême droite aux dernières élections nationales](#) et de leur possible arrivée au pouvoir au sein d'une coalition regroupant des libéraux, des chrétiens-démocrates et la droite « libérale-conservatrice » classique. En plus de l'immigration, la réduction du périmètre de l'Etat pourrait être le cheval de bataille du prochain gouvernement de droite suédois. Le Danemark est également concerné par ces problèmes liés à l'immigration extra-occidentale. Dans ce pays, un immigré extra-européen coûte [21 fois plus cher](#) qu'un immigré européen. Le ministre de l'Intérieur danois souhaite que la part de la population d'origine « non-occidentale » ne [dépasse pas 30 % dans les quartiers défavorisés](#).

Si les modèles suédois et danois vacillent à cause de l'immigration, c'est plus un problème financier et énergétique qui menace le norvégien. Le fonds souverain, alimenté par les revenus pétroliers et gaziers de l'Etat norvégien, a eu un [rendement négatif](#) de 14,4% entre janvier et juin de cette année. De même, le pays, par idéologie écologiste, va supprimer la vente des voitures à moteur thermique en 2025, 10 ans avant l'Union européenne, et subventionne à outrance les automobiles électriques ce qui fait du pays l'un des plus grands parcs de voitures électriques au monde. Si tout le monde suit ce mouvement, la rente pétrolière sur laquelle se repose la Norvège pourrait se transformer en naufrage.

Le libéralisme économique et le capitalisme tirent l'Etat-providence du Danemark, de la Suède, de la Norvège et de la Finlande. Mais à la vue des données économiques que nous avons comparées ici, il semblerait que le modèle à copier pour que la France et les Français s'enrichissent et vivent mieux soit celui de l'Irlande et de la Suisse, [pays véritablement libéraux](#). Car si cette étude démontre quelque chose, c'est que le libéralisme mène à la prospérité.